

cours de l'élection déterminante d'un président par le Congrès. Son successeur, le général Carlos Prats, appuya le président Allende et la Constitution jusqu'à ce qu'il abandonne son poste trois semaines avant le coup d'État. Des officiers supérieurs des Forces Armées ont fait partie du cabinet Allende de novembre 1972 jusqu'à mars 1973 et, de nouveau, en août 1973, et ils écrasèrent le soulèvement d'un régiment de blindés contre le gouvernement à la fin de juin.

Quatre événements survenus au cours de la dernière année du régime Allende semblent avoir décidé les commandants militaires à monter leur coup d'État: 1) leur participation au gouvernement avait révélé l'ampleur de la désorganisation et de l'irresponsabilité de l'administration Allende et la menace qu'une crise économique faisait peser sur la sécurité de la nation; 2) les tentatives de mars et d'avril visant à établir un système scolaire national unique, comportant des cours d'endoctrinement au socialisme, avait soulevé l'opposition unanime des chefs militaires et intensifié les craintes pour l'avenir. (Après qu'ils eurent exposé leurs craintes au président Allende, la proposition fut remise à plus tard mais non abandonnée); 3) fait encore plus important: l'application de la loi sur le contrôle des armes, au milieu de 1973, avait révélé l'existence de quantités considérables d'armes dans les usines contrôlées par l'État et dans les zones ouvrières. A cet égard, on peut citer les exemples du Brésil, de l'Argentine, du Ghana, de l'Indonésie et de bien d'autres pays pour démontrer que, lorsque les Forces Armées sentent que leur monopole de la puissance est menacé, elles passent au coup d'État; 4) la décision des militaires semble avoir été précipitée au début d'août par la tentative de M. Allende de limoger les commandants qu'il jugeait indignes de confiance.

*Allende a été assassiné le 11 septembre*

Après avoir d'abord reconnu que son mari s'était suicidé, sa femme affirme maintenant qu'il est mort en luttant. Des articles de même teneur ont été publiés à la suite d'entrevues obtenues de l'une de ses filles à Cuba et d'un prétendu garde du corps personnel du président à Mexico. La junte chilienne a publié un rapport médical détaillé qui corrobore la théorie du suicide, mais, pour l'auteur du présent article, la meilleure preuve reste la confirmation du suicide au cours d'une entrevue avec l'un des plus proches confidents du président Allende qui se trouvait avec lui au Palais. Il n'a pas assisté au suicide, mais il a parlé avec les médecins personnels du président peu après l'événement.

Les médecins ont aussi publié un compte rendu détaillé des circonstances qui ont entouré le suicide. D'ailleurs, la version des gardes du corps personnels contient un certain nombre d'erreurs au sujet de personnes tuées en défendant le Palais présidentiel, ainsi que la description d'événements qui n'ont pas pu se produire étant donné l'aménagement architectural de l'édifice.

*Allende a été renversé parce que les États-Unis, les banques privées et les organismes internationaux ont coupé leur aide économique et leurs crédits au Chili à la suite de l'élection*

La théorie du «blocus invisible» que le président Allende a lui-même dénoncée aux Nations Unies en 1972 est au mieux une exagération. Les États-Unis n'ont consenti aucun prêt au Chili sous le régime Allende, sauf pour deux prêts accordés aux Forces militaires chiliennes qui avaient l'appui complet du gouvernement. L'aide continua toutefois d'affluer au Chili en vertu de prêts consentis auparavant, même après qu'il eut déclaré un moratoire sur tous les paiements de sa dette envers les États-Unis en novembre 1971. Les envois de *Food for Peace* se sont effectivement accrus et, douce ironie, le lait expédié en vertu de ce programme a permis au président Allende de remplir une promesse électorale de distribution gratuite de lait à chaque enfant chilien. Les équipes d'assistance technique étrangères (*Peace Corps*) ont aussi continué d'œuvrer comme par le passé dans le cadre de programmes d'aide au développement. Le Fonds monétaire international a accordé deux importants prêts au Chili à la fin de 1971 et de 1972, afin de compenser la baisse des prix du cuivre. En janvier 1971, la Banque interaméricaine de développement a consenti deux prêts dans le domaine de l'éducation, mais les autres demandes de prêts étaient encore «à l'étude» au moment du coup d'État.

D'autre part, la Banque Mondiale a interrompu ses négociations en vue de l'octroi d'un prêt au moment de la nationalisation des compagnies de cuivre, affirmant qu'il lui était interdit d'accorder des prêts aux pays qui ne versaient pas d'indemnisation en contrepartie de la nationalisation; peu après, elle a changé le motif de son refus en invoquant alors le manque de «pouvoir d'emprunt» du Chili. Mais la plus forte pression économique exercée sur le Chili fut le refus de la *U.S. Export-Import Bank* de garantir un prêt au moment de la querelle au sujet de la nationalisation des compagnies de cuivre, et son refus subséquent de garantir d'au-